

**« Violence islamique : quels acteurs ? quelles menaces ? quelles réponses ? »,**  
Conférence publique pour le cabinet d'avocats « Elegis », Bruxelles, 25/01/2007

En tant qu'ancien responsable d'opérations de renseignement et de lutte anti-terroriste je souhaiterais apporter à ce cénacle une vision « professionnelle » clinique des phénomènes de violence issus du Monde arabe et musulman, une vision fondée sur la pratique quotidienne de la confrontation avec cette violence, la vision opérationnelle de celui qui doit gérer et concilier les contraintes d'un terrain complexe avec la vision plus ou moins fantasmagorique et réductrice d'observateurs distants et intermittents.

Il n'est pas inutile en effet de rappeler d'abord de quelle manière les décideurs politiques, les médias et l'opinion publique en général perçoivent les problèmes de violence politique – et en particulier de terrorisme - au Moyen Orient. Le regard que les uns portent sur les autres n'est en effet pas indifférent et est souvent porteur du pire.

Le Monde arabe est souvent perçu par les décideurs occidentaux comme un monde fruste, un monde d'inégalités criantes, tyrannisé par des parvenus tragi-comiques crispés sur leurs rentes, un monde de violence irrationnelle et incompréhensible. On préférerait l'oublier si ce que le regretté géographe français Jean Dresch qualifiait de « scandale géologique » du Golfe Persique qui y a placé les 2/3 des réserves mondiales d'hydrocarbures ne nous rendait stratégiquement, commercialement et énergétiquement dépendants de lui. On préférerait l'oublier si la structure de nos économies ne nous avait pas obligés à faire un appel massif à ses ressortissants les plus démunis, si ses soubresauts n'étaient au cœur des débats les plus passionnés de notre mémoire collective, On préférerait l'oublier, enfin et peut être surtout, s'il n'avait pas pris l'habitude d'interpeller la conscience planétaire en allant vider ses querelles hors de ses limites, en particulier par le biais du terrorisme international...

Agricoles et mercantiles, effectivement gouvernées par des oligarchies féodales de parvenus que les pressions coloniales et néo-coloniales ont largement contribué à mettre en place, les sociétés du Proche Orient et du Maghreb sont essentiellement patriarcales, conservatrices et rentières, mais mal à l'aise dans leurs limites. Même si cela relève de la tarte à la crème, il n'est pas indifférent à notre propos d'insister sur le fait que les frontières tracées dans la zone suite au démantèlement de l'Empire Ottoman et aux rivalités entre grandes puissances sont très largement arbitraires et artificielles. A l'exception peut être du cas égyptien, ces frontières ont surtout généré des Etats sans Nation et des Nations sans Etat.

En l'absence de consensus sur des valeurs et des projets partagés, les processus décisionnels y suivent donc des cheminements communautaires complexes respectant les structures féodales, tribales, familiales et clientélistes. C'est en s'appuyant sur ces caractéristiques que les oligarchies dominantes ont confisqué le discours nationaliste pour bâtir des Etats contre leurs Nations. L'une des corollaires de cette confiscation est le recours récurrent à la violence politique dans les rapports avec tous les étrangers à l'*asabiyyah* (littéralement : la bande ou le gang) au pouvoir, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières.

Contrairement à une opinion répandue par les médias, les politiques européens savent en général que ces sociétés ne sont pour la plupart ni impérialistes ni agressives. A part un penchant pour l'apparat clinquant et les gadgets valorisants, elles manifestent à l'égard des solutions militaires la répugnance traditionnelle du cultivateur et du commerçant. Le ton de leurs rodomontades est d'ailleurs directement proportionnel à leur incapacité dans ce domaine. Cette répugnance est grandement renforcée par le fait que – depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle - les guerres conventionnelles ont une regrettable propension à frapper à la tête, donc à éliminer les suzerains,

ce qui crée inévitablement un grand désordre dans les vassalités. Voyez l'Irak. C'est pourquoi, les armes que les oligarchies locales achètent à grand frais en Occident ne sont en général pas destinées à servir. Elles ont vocation à rouiller. Elles constituent d'abord une prime d'assurance garantissant l'intervention des fournisseurs en cas de problème de voisinage. Et ceux-ci sont nombreux.

Très fortement structurées sur le plan social et communautaire, ces sociétés sont en effet extrêmement attentives à tout apport exogène qui risquerait de perturber les règles et équilibres établis, notamment en termes de partage de la rente. Dans toutes les formes d'opposition des pays arabes et musulmans à leur environnement, la revendication identitaire est extrêmement forte, voire primordiale. Elle est évidemment d'autant plus forte que l'identité est incertaine et elle s'exprime de façon différente suivant la nature de l'adversaire. Face à un adversaire musulman, l'affirmation identitaire est d'abord nationaliste, même si la Nation, pour autant qu'elle existe, n'a pas son mot à dire. Face à un adversaire non musulman, la revendication identitaire est toujours religieuse et de plus en plus violente, jusqu'à ce qu'il est convenu d'appeler « l'intégrisme » le plus dur. Quand il s'attaque à l'Iran, Saddam Hussein proclame les valeurs laïcistes du Baas et exalte la Nation irakienne. Quand il est attaqué par l'Occident en 1991, il fait ajouter « *Allahou Akbar* » entre les étoiles de son drapeau. Aujourd'hui, les nostalgiques de l'Irak baassiste, laïciste et nationaliste, font cause commune dans la violence avec les djihadistes fondamentalistes et internationalistes face à ce qui est perçu comme une « croisade » américaine.

Cela dit, il n'est pas très fréquent que ces situations d'opposition dégénèrent en conflit conventionnel ouvert du type guerre Iran-Irak, guerres israélo-arabes, guerre de l'Ogadden, guerre du Golfe, etc...Le « dérapage » vers le conflit conventionnel ouvert est d'ailleurs souvent le fait de l'adversaire extérieur qui a mal compris ou mis à profit des postures provocantes dont la finalité était essentiellement politique. Les enjeux politiques, économiques, financiers, humains et psychologiques dans la région sont cependant suffisamment importants pour justifier des contentieux. A partir du moment où l'on répugne au conflit conventionnel pour les régler, la gestion des oppositions passe le plus souvent par des voies obliques de pressions diplomatiques, économiques, financières, et surtout terroristes, s'exerçant sur l'adversaire mais aussi sur des tiers plus ou moins intéressés, mais en tous cas suffisamment puissants pour être à même, bon gré mal gré, de venir prêter main forte à tel ou tel camp en vue de faire basculer les équilibres ou contribuer à dénouer les fils de situations bloquées.

Si la voie terroriste est privilégiée c'est qu'elle présente des avantages non négligeables :

1 - Stratégie du faible au fort, elle permet d'obtenir un maximum de résultats avec un minimum de moyens, surtout quand elle s'exerce à l'encontre de sociétés individualistes et démocratiques ;

2 - Elle met en général les auteurs à l'abri des vendettas et représailles directes surtout quand elle n'est pas revendiquée ou – comme c'est très souvent le cas – revendiquée sous des dénominations de circonstance plus ou moins fantaisistes. Même si tout le monde – et en particulier le destinataire - sait à quoi s'en tenir, encore faut-il le prouver sauf à renier ses propres valeurs ;

3 - Sauf maladresse notoire ou mauvaise foi de l'adversaire, elle exonère en tous cas de toute responsabilité le zaim ou le raïs, le « parrain » ou le chef de bande qui l'a commanditée. Et le plus souvent, elle lui profite. Comme le notait le chercheur Michel Seurat à propos des enlèvements au Liban : « On ne sait jamais qui a pris les otages mais, en cas de dénouement heureux, ils ressortent toujours comme un lapin blanc du chapeau des services syriens... » ;

4 - Exercée contre un adversaire conventionnellement puissant, elle valorise et renforce la position de ses auteurs dans leur propre milieu. Par voie de conséquence, elle dévalorise la

capacité du suzerain adverse à protéger ses vassaux, ce qui est le fondement de toute structure de type féodal ;

5 – Enfin, la voie terroriste permet de transmettre des messages violents sans recourir à l’engagement du corps de bataille. C’est d’abord que le corps de bataille est d’un comportement incertain sur le terrain. Comme il a fallu « ratisser large » pour le constituer, il a été nécessaire de recourir à des éléments étrangers à la minorité au pouvoir, des éléments qui n’ont aucune motivation à défendre les intérêts de cette minorité. Et quand le corps de bataille revient de guerre, vainqueur ou vaincu, il ne s’appelle plus « corps de bataille » mais « anciens combattants et victimes de guerre ». Les anciens combattants sont des gens qui ont tissé au front des solidarités et des connivences qui transcendent les clivages et les allégeances habituels. Ces gens là seraient capables, si on les laissait faire, de bâtir une Nation. Et, de surcroît, ils estiment par leur sacrifice avoir tiré sur l’Etat qui les emploie des droits financiers et politiques. C’est évidemment intolérable pour un pouvoir rentier minoritaire et illégitime. La voie terroriste – elle - permet en revanche de choisir soigneusement ses exécutants quitte à les éliminer ensuite. Ils n’iront pas se vanter de leur forfait pour en tirer avantage et personne ne s’apitoiera sur leur sort.

Il est donc vrai qu’au cours des quarante dernières années, le monde a connu une série quasi ininterrompues de violence terroriste internationale issue du Moyen Orient. Cette succession est souvent perçue comme une continuité et – partant de là – comme une constante, une malédiction ou une spécificité perverse du monde arabe et musulman. Cette perception procède d’une double erreur de perspective dans l’espace et dans le temps. Car - à y regarder de près - ces activités terroristes sont hétérogènes. Elles ne s’inscrivent ni dans une continuité stratégique, ni dans une continuité spatiale, ni dans une continuité temporelle. Leurs seuls points communs sont d’ordre tactique et elles ne révèlent au final qu’une seule chose : l’incapacité ou le refus de leurs auteurs d’inscrire leur action politique interne ou internationale dans un consensus culturel et social rassembleur qui est le préalable à toute construction nationale.

#### Acteurs d’hier : le terrorisme palestinien

La première expression spectaculaire du terrorisme international émanant du monde arabo-musulman a été celle des organisations palestiniennes et a commencé dès la fin des années 60 avec le détournement de plusieurs avions civils israéliens et le début des années 70 avec, en particulier, le détournement aérien multiple de Zarqa et la prise d’otages occidentaux dans les grands hôtels de Amman. Ce type de terrorisme n’avait aucune connotation islamique, bien au contraire. Il était principalement le fait d’organisations chrétiennes ou laïques (FPLP, FPLP-CG, FDLP, Septembre noir, Saïqa, etc.). Sur fond de libération de la Palestine, leur action s’inscrivait dans un cadre complexe de rivalités inter-palestiniennes, de rivalités inter-arabes et dans le cadre plus général de la guerre froide. Leurs responsables politiques, majoritairement de confession grecque-orthodoxe, bénéficiaient du soutien de l’URSS, héritière de la Sainte Russie dans la protection de cette minorité au Moyen Orient. Ils se réclamaient du marxisme et surtout du laïcisme, à la recherche, comme tous les minoritaires non sunnites de la région (chiites, alaouites, druzes, ismaéliens, yézidis, chrétiens de toutes obédiences catholiques et orthodoxes), d’idéologies leur assurant une place dans la collectivité malgré leur différence. Leurs responsables opérationnels, souvent formés à l’académie militaire de Simféropol, entretenaient des liens étroits avec les services spéciaux soviétiques et satellites dont ils servaient à l’occasion les stratégies. Cette proximité les a conduits à des relations de connivence, à des infrastructures logistiques et de formation parfois partagées, avec les réseaux de l’euro-terrorisme (Action Directe, Brigades Rouges, Prima Linea, R.A.F., C.C.C., A.R.J., Asala, etc.) et les réseaux activistes du tiers monde issus de la conférence tricontinentale de La Havane en 1966 (Tupamaros, Montoneros, fronts de libération divers).

On leur doit la plupart des nombreuses violences internationales des années 70-80 et la formation de mouvements locaux violents, notamment pendant la guerre civile libanaise (FARL, OACL, CSPPA), eux aussi issus de minorités communautaires. La contribution de ces mouvements à l'éveil de l'opinion internationale au problème palestinien est incontestable. Leur contribution à une solution de ce problème, quelle qu'en soit la forme, paraît beaucoup plus incertaine voire négative. Leur action a contraint le Fatah et l'OLP à une surenchère à la violence et a mis l'Autorité palestinienne dans l'incapacité de négocier en position favorable. Elle a incité à la fois Israël et l'Arabie Séoudite à leur susciter un contre-feu musulman sunnite qui s'incarne aujourd'hui dans le Hamas. Elle a surtout nui à l'émergence d'une véritable conscience nationale palestinienne et contribué à cristalliser une organisation communautaire, clanique, rentière de la résistance palestinienne autour de diverses « familles » au sens mafieux du terme.

Dès le début des années 80, le mouvement s'essouffle dans l'épuisement et le vieillissement de ses cadres, les succès sans lendemain, l'abandon forcé de ses sanctuaires territoriaux sous les coups de boutoir israéliens, la vigilance coûteuse mais grandissante des Européens. Il s'éteint pratiquement à la fin de la décennie, comme l'euro-terrorisme, avec la chute de l'empire soviétique et l'interruption de son soutien logistique. Ses stratégies ont cependant inspiré un nouveau courant de violence terroriste qui est cette fois non pas le fait d'organisations plus ou moins insaisissables mais celui d'États constitués et qui va occuper la décennie 80-90.

---

#### Acteurs de toujours : les États

Quatre pays musulmans ont été consignés sur la « liste noire » des États pratiquant ou soutenant le terrorisme (*rogue states*) : l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Libye. Or tous quatre ont en commun d'être parfaitement hétérodoxes par rapport à l'Islam sunnite et en particulier à l'interprétation rigoriste des wahhabites séoudiens et de la doxa fondamentaliste salafiste. L'Iran parce qu'il est chiite. La Syrie parce qu'elle est dominée par une minorité hérétique de l'Islam ( sur laquelle pèse l'anathème d'Ibn Taimiyya, docteur de la Loi à l'origine du wahhabisme et du salafisme, qui avait délivré contre eux en 1300 la *fatwa* suivante : « La guerre sainte est légitime contre ces sectateurs du sens caché, plus infidèles que les Chrétiens et les Juifs, plus infidèles que les idôlatres, qui ont fait plus de mal à la religion que les Francs... »). L'Irak parce que le baassisme mis en place par Saddam visait à déconfessionnaliser le pays en s'opposant autant à l'Iran chiite qu'à l'Arabie sunnite. La Libye parce que l'interprétation de l'Islam par Kadhafi dans son « Petit livre vert » est aux antipodes de l'orthodoxie.

Ces pays ont incontestablement pratiqué le terrorisme mais chacun dans le cadre de ses impératifs nationaux particuliers. Dans tous les cas on est loin du terrorisme islamique d'aujourd'hui.

L'Irak de Saddam, la Syrie des Assad et la Libye de Kadhafi ont en commun d'être gouvernés par des autocrates militarisés issus d'une couche minoritaire particulièrement défavorisée de leurs pays respectifs. Dans leur milieu d'origine, rural et pauvre, les solidarités familiales et claniques sont prépondérantes face au reste du monde perçu comme une menace globale et indifférenciée. La culture politique, voire la culture tout court, ne font pas partie de leurs schémas intellectuels de base où figure en revanche la mémoire collective de siècles d'oppression et de pauvreté. Parvenus au pouvoir par des voies illégales, à force de rouerie et de brutalité, Saddam Hussein, Moammar Kadhafi, Hafez Al-Assad gouvernent entourés de leurs proches, famille, clan et obligés, en reproduisant sans fin les méthodes éprouvées qui les ont menés de leur village d'origine au Pouvoir d'État.

Même si elles s'expriment de façon différente chez les uns et les autres, deux exigences dominent leur comportement politique : un insatiable désir d'être reconnus et un besoin intense de sécurité. Tout est bon pour assurer l'un comme l'autre. Le terrorisme, qui permet, avec une grande économie de moyens, d'obtenir des résultats maxima fait évidemment partie de l'arsenal normal de leur gestion quotidienne. Correctement utilisé, il permet, par sa faculté de nuisance, d'être reconnu sans apparaître, donc sans compromettre l'exigence de sécurité communautaire. Il est considéré comme d'autant plus légitime qu'il est conçu comme une simple réponse à la violence dont le clan a, en général, été victime auparavant.

Utilisée avec plus ou moins de finesse, la violence à finalité politique est un élément incontournable de l'exercice du Pouvoir et de la relation extérieure dans ces pays. Il est vain d'espérer qu'aucun y renonce, même si la conjoncture les amène à recourir provisoirement à d'autres moyens plus conventionnels. Toute la mécanique du Pouvoir repose en effet sur les hommes, les institutions et les moyens de la mise en œuvre de cette violence.

- L'Irak de Saddam l'a employé à des fins essentiellement intérieures, contre ses riches voisins de la Péninsule et contre l'Iran. La disparition de Saddam, la gestion communautaire de sa succession maladroitement réintroduite par l'occupant américain a ouvert une phase de réorganisation des suzerainetés et des vassalités qui ne peut s'effectuer que dans la violence terroriste.

- Militairement inconsistante, riche et sous peuplée, la Libye en a fait, souvent théâtralement, l'instrument dissuasif privilégié de sa relation interarabe et internationale. Elle y a provisoirement renoncé.

- La Syrie alaouite possède dans le maniement raisonné du terrorisme tous azimuts une expérience séculaire qui remonte aux périodes les plus sombres de l'histoire régionale, celle des châtelains d'Alamut ou de Rachid-ud-din Sinan, le « Vieux de la Montagne », qui, au XIII<sup>ème</sup> siècle, envoyait ses Assassins jusqu'en Europe empoisonner la famille des chefs croisés et enlever leurs enfants.

C'est bien à cette période primitive des relations internationales que renvoie le comportement de ces parvenus du Pouvoir. Peu leur importent les éventuelles réactions contre leur collectivité nationale. Celle-ci, comme le reste du monde, est considérée comme extérieure au clan, seule unité élémentaire dont comptent la sécurité et la protection. C'est en ce sens que la défaite irakienne de 1991 et son cortège de pertes et de destructions n'ont pas atteint le Pouvoir de Saddam Hussein. En revanche, le bombardement sélectif de son refuge personnel a profondément modifié le comportement de Kadhafi.

Les exemples caricaturaux de la Syrie, la Libye et l'Irak de Saddam ne doivent pas faire oublier que nombre d'autres pays de la région connaissent à des degrés divers des situations comparables d'accaparement du pouvoir par une minorité utilisant la violence politique intérieure et extérieure comme instrument ordinaire de gestion de ses relations. Dans cette configuration, l'État confisqué se bâtit contre la Nation et contre le reste du monde par la violence politique. Si la minorité au pouvoir accapare en général de façon incantatoire le champ du discours nationaliste c'est pour mieux s'en assurer le monopole, mieux en dénier l'utilisation aux autres.

Quels acteurs aujourd'hui ?

Face à cette occupation illégitime, minoritaire mais résolue et violente du champ nationaliste, la réaction ou l'opposition en terre d'Islam ne pouvait être que religieuse et par voie de

conséquence internationaliste panislamiste et également violente. En effet, quel discours opposer à des dirigeants minoritaires qui déniaient toute expression démocratique ou pluraliste et justifient leur position par les nécessités d'une patrie en danger permanent, ou par la noblesse que leur a conférée la participation à une guerre de libération, ou par un statut plus ou moins usurpé de gardien des lieux saints ou de commandeur des croyants ? En Algérie, par exemple, quel discours peut opposer un fils de harki à un fils de moudjahid ? En Arabie, quel discours peut opposer l'entrepreneur d'origine yéménite - qui fait pourtant tourner la machine économique - à un Prince de la famille Séoud ?

A l'évidence, la contestation ne peut passer que par un discours légitimant d'ordre supérieur. En terre d'Islam, il n'y en a qu'un : celui de la religion et - de surenchère en surenchère - celui de l'interprétation la plus fondamentaliste et la plus exclusive de la religion.

Or il se trouve que dès la fin des années 80 ce terrain était lui aussi déjà occupé.

Le terrorisme « islamique » auquel les pays occidentaux - mais aussi les pays musulmans qui en sont les premières victimes - ont à faire face depuis le début des années 90 constitue donc la troisième vague de violence politique internationale issue du Moyen Orient après le terrorisme euro-palestinien des années 70 et les différents terrorismes d'Etat des années 80. S'il y avait une continuité entre ces deux premiers types de terrorisme, la violence dite islamique actuelle est en rupture avec eux. Elle n'en reprend ni les motivations, ni les méthodes, ni les acteurs.

Elle n'est pour autant ni un « divine surprise », ni un accident, ni une fatalité. Ses origines, ses motivations, ses acteurs, ses méthodes ont été étudiés et décrits de façon très précise depuis le début par des chercheurs universitaires, des journalistes d'investigation, des diplomates, des spécialistes des services de renseignement et de sécurité.

La genèse de cette violence - qui remonte en fait au début des années 80 - et son développement sont le résultat de la rencontre dans l'espace et dans le temps ainsi que de la synergie de trois types de dérives politiques a priori étrangères les unes aux autres.

#### Première dérive

L'internationalisation et l'évolution vers la violence de la frange extrême de la Confrérie des Frères Musulmans (Jamaat Islamiyya) après l'assassinat d'Anouar es-Sadate.

Depuis les origines de la Confrérie en Égypte au début du XX<sup>ème</sup> siècle, sa stratégie a été une stratégie d'accaparement du pouvoir et des rentes qui y sont liées dans les pays arabes et musulmans. Elle s'est manifestée par un discours populiste réactionnaire étayé sur une interprétation primaire et fondamentaliste de la religion ainsi qu'une volonté de rupture avec les puissances extérieures susceptibles d'influencer ou d'aider les régimes en place.

Suite à l'impasse politique et financière dans laquelle la Confrérie s'est trouvée en Égypte après l'assassinat du Président Sadate et l'effondrement du système bancaire « islamique » des Frères, la Confrérie a connu de profonds bouleversements internes et ses membres les plus extrémistes se sont dispersés dans le monde arabe et musulman ainsi que dans les pays occidentaux à fortes minorités musulmanes.

Et nous savons en effet qui sont la plupart de ces membres qui ont formé l'ossature de la Qaïda et des diverses organisations islamistes violentes actuellement actives de par le monde. Ils étaient pour la plupart dans la cage des accusés lors du procès des assassins de Sadate. Sur les 300 personnes mises en cause, tous membres de la Confrérie, une cinquantaine ont été pendues, une cinquantaine sont toujours en prison. Les 200 autres ont été progressivement libérées à la

demande pressante d'organisation humanitaires occidentales, principalement américaines, dont Cheikh Omar Abder-Rahman, cerveau du premier attentat à la bombe contre le World Trade Center et Ayman Zawahiri que nous considérons comme le véritable patron d'Al-Qaïda, bien plus que le médiatique Ben Laden.

Conservant son mode de fonctionnement collégial et sectaire, la Confrérie a en effet été en mesure, compte tenu de son expérience et de son antériorité, de constituer, dans un monde musulman fortement divisé, la seule structure transnationale suffisamment organisée pour profiter des opportunités politiques, financières et militaires qui pouvaient se présenter.

#### Deuxième dérive

L'activisme islamique séoudien après la révolution islamique iranienne.

Dès la fin des années 70, le pouvoir politique et religieux de la famille Saoud a été menacé sur deux fronts. Sur le plan religieux par la révolution islamique d'Iran. Sur le plan politique par le développement dans le monde arabe et musulman du rayonnement d'États ou d'organisations à vocation laïque et « proto-démocratique » (Turquie, Algérie, Syrie, Irak, Jordanie, OLP, etc.)

L'Arabie a réagi à cette double menace en essayant de s'assurer un contrôle international de l'Islam, en particulier dans les lieux où il est mal « fixé » (Afrique, Asie du Sud-est, Caucase, communautés émigrées en Occident) afin de promouvoir sa légitimité religieuse face à la propagande iranienne et d'affaiblir l'influence des régimes « progressistes » (Algérie, Tunisie, Syrie, Irak, Égypte etc.) ou tout simplement considérés comme rivaux en Islam (Libye, Yémen, Maroc)

Faute de capacités techniques et de personnels compétents, cette stratégie s'est traduite par le moyen unique de la distribution considérable mais mal contrôlée de fonds au travers d'initiatives privées ou publiques (LIM, IIRO, Dar el-Mal, etc.), rapidement récupérés par la Confrérie des F.M. à leur propres fins.

#### Troisième dérive

L'instrumentalisation mondiale des mouvements fondamentalistes musulmans sunnites par les services américains et ceux de leurs alliés dans la lutte contre l'Union soviétique et les partis communistes locaux ainsi que dans la politique d'isolement de l'Iran

Il s'agissait là d'une initiative purement géostratégique dictée par les impératifs de la protection américaine de la zone du Golfe et des marches de l'Union soviétique et appuyée par des financements séoudiens massifs, qui a conduit à la formation technique clandestine approfondie d'auxiliaires locaux soit directement par les services américains soit, le plus souvent, par des services alliés locaux.

On a donc assisté dans la décennie 80 à une spectaculaire montée en puissance des mouvements combattants fondamentalistes suivie d'un abandon plus ou moins brutal après la chute du régime soviétique, laissant ces mouvements en déshérence, sans objectifs clairs mais pas sans idéologie ni surtout sans « maîtres » et la capacité opérationnelle de ces groupes a été le plus souvent récupérée par la structure internationale de la Confrérie des FM évidemment présente sur tous les théâtres d'affrontements.

Quelles menaces ?

Il résulte de cette genèse que la violence politique islamiste est un phénomène de culture et non de posture.

La criminalité classique, les violence politiques, sociales ou économiques se définissent par rapport au corpus juridique d'une société donnée. Elles violent la loi, en général à des fins de profit financiers ou politique, elles profitent de ses failles, mais elles en tiennent aussi compte dans un calcul du rapport coût-profit. Sauf cas pathologique, on ne connaît pas de mafieux ou d'indépendantistes suicidaires même s'ils finissent souvent mal.

Si chacun d'entre nous peut verser du jour au lendemain dans la criminalité classique sans modification profonde de sa personnalité en changeant simplement de posture par rapport à la loi, il n'en est pas de même du terrorisme fondamentaliste. La violence politique terroriste « islamique » (mais il en est de même de tous les fondamentalismes religieux violents) – quelle que soit son ampleur – ne témoigne ni crainte ni irrespect pour la loi séculière et ses moyens de contrainte. Elle les ignore. Elle s'exerce sans aucune référence à un quelconque corpus juridique, national ou international. Et pour en arriver là il faut bien changer de personnalité.

« *La haqqan ella billah* » (Il n'y a pas d'espace juridique hors la personne de Dieu) dit la Sunna du prophète Mahomet. Mais comme Dieu ne se manifeste que rarement et de façon assez elliptique, on est bien obligé de s'en remettre à ses interprètes auto-proclamés sur terre et les Frères Musulmans se sont arrogés depuis une cinquantaine d'années, et le plus souvent par la coercition, le « terrorisme intellectuel » ou la ruse, le monopole de cette interprétation.

On ne passe donc à la violence « islamiste » qu'à la suite d'un long processus de maturation, de formation, de prise en mains par un groupe de type sectaire. Car il s'agit bien de fonctionner sur le mode d'une secte en faisant couler le sang des adversaires mais aussi celui de ses propres partisans érigés en « martyrs » afin que nul n'ait la tentation de s'apitoyer sur les victimes ou de s'interroger sur la méthode. En ce sens, la violence politique islamiste s'analyse en un phénomène de culture.

Ce type de démarche est conforme à la stratégie définie par Sayyid Qotb, penseur extrême des FM et fondateur des Jamaa Islamiyyah pendu par Nasser en 1966. Pour ces dernières il s'agit de provoquer une rupture historique entre les pays musulmans et le reste du monde de façon à pouvoir prendre le pouvoir dans ces pays et les richesses qui y sont liées sans susciter d'intervention extérieure contre elles ni au profit des régimes en place. En bref, il faut rendre le monde musulman haïeux et haïssable face à l'Occident afin d'éviter les interférences, stratégie que Ayman Zawahiri résume en cette phrase lourde de sens : « Nous ne nous battons pas pour conquérir les cœurs, nous nous battons pour conquérir le pouvoir ».

Face à ce phénomène de type sectaire et relativement marginal (les enquêtes les plus sérieuses montrent aujourd'hui que la Qaïda de Ben Laden ne comptait que quelques centaines de membres), on est cependant loin du clash des civilisations que redoute Huntington. S'il y a affrontement généralisé, il viendra de l'Occident parce qu'il aura commis l'erreur d'ériger la guerre contre les terroristes en guerre contre l'Islam, en « affrontement du Bien contre le Mal ».

Cependant, si les Frères Musulmans ont une stratégie globale, il n'ont ni commandement unifié ni tactique arrêtée. On fait ce qu'on peut, quand on peut, comme on peut, pourvu que cela s'inscrive dans l'objectif de rupture radicale qui est recherché.

Ces caractéristiques font que la violence politique islamiste est pratiquement impossible à traiter par les voies policières et judiciaires applicables aux autres formes de criminalité.

Il faut bien sûr que les auteurs avérés de violences terroristes soient recherchés, poursuivis et sanctionnés suivant les critères classiques du droit, mais ceci suppose que la violence a déjà été commise et que l'on a un temps de retard sur l'événement. Or, ce qui est socialement tolérable, voire gérable, en matière de criminalité financière, de trafic, de fraude commerciale, ne l'est pas en matière de terrorisme où le degré minimal de la délinquance se caractérise par la mort d'innocents.

Plus que toute autre, cette forme de terrorisme suppose donc une lutte en amont de l'acte criminel lui-même, avant son exécution, avant même sa conception.

Une lutte préventive efficace contre ce type de violence doit tenir compte d'au moins six caractéristiques majeures du phénomène :

1- La menace est globale.

Aucune collectivité, État ou organisation n'est à l'abri à partir du moment où cette collectivité est susceptible ou capable d'intervenir dans le monde musulman sous quelque forme que ce soit (militaire bien sûr, mais aussi économique, culturelle, sanitaire et sociale).

2- La menace est directement proportionnelle à la capacité de la collectivité visée d'intervenir dans le monde arabe et musulman.

Si les États Unis et Israël sont les premiers visés, l'Europe vient immédiatement derrière au Maghreb et au Moyen Orient, par ses multiples liens et intérêts. Idem pour la Russie dans le Caucase et l'Asie Centrale, pour l'Australie et le Japon dans le Sud-est asiatique, etc.

3- La menace est imprévisible dans la mesure où les FM n'ont pas de tactique précise. Leur pragmatisme les entraînera à frapper là où c'est le plus facile, là où on pourra trouver sur place ou importer facilement des exécutants prêts à tout. Dans ce domaine, l'Europe avec ses communautés musulmanes nombreuses et ses législations tolérantes sur la circulation des personnes et des marchandises est en première ligne.

4- Le pire est à venir.

Si le point d'application de la menace est difficilement prévisible, il faut cependant s'attendre à une surenchère constante dans la dimension et la symbolique. Après le 11 septembre, la crédibilité du système veut que l'on fasse toujours plus soit dans la dimension (Madrid, Londres) soit dans la symbolique de l'horreur (décapitations ou mutilations médiatisées).

Plus les Jamaa seront affaiblies par la lutte internationale contre le terrorisme, plus leurs actions seront violentes et spectaculaires de façon à conserver leur crédibilité idéologique et leurs sources de financement.

5 - Impénétrabilité.

La prévention de ce genre de menace par moyens sécuritaires classiques est d'autant plus ardue que les groupuscules porteurs de cette menace sont impénétrables. Ceux qui disent le contraire sont des menteurs et les fictions populaires sur ce sujet sont trompeuses. On a pu en quelques occasions infiltrer des agents dans la périphérie de ces groupes mais jamais au niveau utile pour connaître les intentions. Au total, on en est réduit à les étudier suivant le principe de la boîte noire en observant ce qui y entre, ce qui en sort et en essayant de reconstituer la structure interne en fonction des transformations subies.

Cette difficulté provient du caractère culturel du passage à la violence et du recrutement sectaire des candidats terroristes. Il n'y a pratiquement pas dans ce domaine de professionnels de la violence comme c'était le cas dans l'euroterrorisme des années 70 ou les terrorismes d'État des années 80. Les Frères entretiennent sur de longues périodes dans tous les pays où ils sévissent un vaste vivier culturel d'exclusion et de violence dans lequel il choisissent le jour venu la dizaine de volontaires nécessaires pour une opération terroriste.

## 6 – Absence de terrain de négociation

Enfin et contrairement aux différents terrorismes des décennies précédentes le terrorisme des Jamaa Islamiyya est un terrorisme de rupture et non un terrorisme de négociation. Les Frères ne réclament aucun accommodement aux régimes arabes et musulmans ou aux Occidentaux. Ils veulent abattre les premiers et rompre de façon irrémédiable avec les seconds.

Dans ce contexte, toutes les formes de prévention bâties sur des approches par intermédiaires, sur des médiations, sur la recherche de solutions négociées sont exclues.

## Quelles réponses ?

Dans ces conditions, il apparaît qu'une lutte préventive efficace contre la violence islamiste ne peut être que collective, globale, non subordonnée aux seuls impératifs géostratégiques ou vengeurs d'un État donné, située très en amont de l'acte de violence lui-même, au stade du recrutement, de la prise en mains des exécutants, de la formation, du financement, de la constitution des réseaux de solidarité.

Une telle démarche ne relève pas prioritairement, selon nos critères classiques de droit, de l'action des services de police et de justice, mais plutôt de la compétence des services de renseignement extérieurs et de sécurité intérieure puisqu'il ne s'agit pas – dans la plupart des cas - de réprimer une atteinte à la loi mais de faire de véritables « procès d'intention ». Rappelons en effet – en ce qui concerne les terroristes du 11/09 – que, tant qu'il n'ont pas forcé la porte du cockpit pour prendre le contrôle de l'avion, leur action ne relevait d'aucune disposition légale répressive aux Etats Unis et ne pouvait donc être prévenue que par le recours à des services dits « spéciaux ».

Or, si la coopération entre services de police et services de justice fonctionne plutôt bien dans l'ensemble à l'échelle européenne et même mondiale, la coopération entre services de renseignement est à géométrie variable.

Ce n'est pas une question de mauvaise volonté ou de susceptibilité nationale mal placée. Rappelons une évidence que le politiquement correct tend souvent à occulter : la finalité des services spéciaux est de permettre aux Etats d'agir dans la plus extrême confidentialité, parfois de s'affranchir de leurs engagements officiels, voire même de la légalité internationale. On ne va évidemment pas le crier sur les toits. Donc, dans ce domaine, toute coopération internationale s'aligne mécaniquement sur le participant le plus faible ou le moins fiable.

Car la lutte antiterroriste suppose un certain nombre de choix ou d'arbitrages politiques internes et extérieurs délicats. Elle suppose aussi un regard critique et parfois des mesures de rétorsion contre le comportement en matière sécuritaire d'un certain nombre d'Etats qui sont par ailleurs des alliés stratégiques, des partenaires politiques ou économiques majeurs. Ce sont là des données que l'on peut partager en bilatéral, parfois au sein de groupes géographiques ou thématiques restreints, mais qui ne peuvent en aucun cas s'accommoder d'une diffusion large et publique. M. de Vries en fait l'amère expérience au quotidien.

Nos décideurs politiques, nos services de sécurité et de renseignements peuvent cependant être aidés dans leur démarche collective par un certain nombre de faiblesses du système des Frères Musulmans.

#### 1/ - Vulnérabilité à la perte d'influence

Les Frères ayant bâti leur système sur une certaine forme de populisme paternaliste et réactionnaire jouant sur les grandes masses et non sur des minorités activistes professionnelles, ils sont extrêmement vulnérables à la perte de leur influence.

Dans le Tiers monde, ils jouent sur le fait que les Etats ont en général « déserté » le terrain culturel, sanitaire et social. En Occident, ils jouent sur diverses formes d'exclusion dont sont l'objet les minorités musulmanes immigrées pour les amplifier et les exploiter. Partout, ils instrumentalisent les contentieux locaux impliquant des musulmans pour en faire une guerre de religion ou de civilisation.

Apaiser ces contentieux, lutter contre l'exclusion, aider les pays les plus démunis à réoccuper le terrain social ne peut que contribuer à leur perte d'influence.

Parmi les minorités émigrées et jusque dans les pays musulmans eux-mêmes, ils se sont arrogés - grâce aux fonds des pétromonarchies - une sorte de monopole sur l'Islam, sur son interprétation, sur son organisation, sur son enseignement.

Il faut à l'évidence reconquérir ce terrain en repensant l'organisation de la religion musulmane et la formation des cadres religieux pour les mettre à l'abri de l'influence exclusive des plus extrémistes.

#### 2- Vulnérabilité à l'argent

Enfin – et peut être surtout – les Frères sont extrêmement vulnérables à la perte de ressources financières qui constituent à la fois leur principale motivation et leur moyen d'action privilégié.

Il ne s'agit pas ici de parler du financement des opérations violentes. Celles-ci ne coûtent pas cher et leur financement est incontrôlable.

Ce qui est en jeu, ce sont les sommes énormes qui permettent aux Frères d'assurer leur influence et leur prédominance dans l'organisation de la religion musulmane. C'est l'ensemble des fonds qui leur permettent de développer leurs actions associatives et soit disant caritatives dans les pays du tiers monde et les milieux immigrés démunis. C'est le financement des imams extrémistes, des agents d'influence plus ou moins habiles, des associations, des centres de formation, de propagande et de recrutement. C'est la prise en charge des familles des volontaires de la violence.

Et là, on sait très bien d'où vient l'argent. Il provient à 5 ou 10% d'activités délictueuses plutôt mineures et à 90 ou 95% de « généreux donateurs » plus ou moins bien intentionnés de la péninsule arabe et du Golfe. Sans cette manne, les Jamaa Islamiyya ne sont plus rien et ne sont plus en mesure d'organiser et canaliser les différentes formes de violence politique dans le monde musulman à leur profit exclusif.

Or, dans ce domaine, nous sommes loin du compte. Dans son rapport public du 8 novembre 2005 devant le Sénat américain, le Département du Trésor déplorait – preuves à l'appui - que, 5 ans après le 11/09, de nombreux donateurs privés d'Arabie Séoudite continuaient d'assurer le

financement de structures idéologiques et opérationnelles de la violence fondamentaliste. Aucune conséquence politique n'a été tirée de ce rapport que la presse américaine et européenne ont soigneusement passé sous silence.

Il est vrai que notre corpus juridique européen et occidental n'attribue pas un caractère délictueux à ces financements qui n'ont pas la violence comme objectif direct. Il n'en reste pas moins que le résultat est là et qu'il faudra bien le prendre en compte sans renier nos propres valeurs.

Cela ne sera donc pas facile et devra – pour être efficace et pour ne pas laisser de trou dans le dispositif – être le résultat d'une démarche concertée et collective entre Européens, entre Occidentaux et surtout avec nos partenaires Arabes et Musulmans, premières victimes et premiers objectifs de la violence dite « islamique ».

Il y a urgence à le faire car l'Irak de Saddam Hussein et les Etats Unis ont démontré à deux reprises qu'il était vain de vouloir défier l'Occident sur son propre terrain avec ses propres armes. En écrasant sans gloire l'armée irakienne, en adoubant la Qaïda comme adversaire universel et mythique, en condamnant les islamistes sans décourager l'islamisme, en confortant un Moyen Orient des communautés au détriment d'un Moyen Orient des Nations, en affichant une position confuse et incohérente à l'égard des *rogue states*, l'Amérique n'a prouvé qu'une seule chose : seul le terrorisme paye. Les satrapes et les chefs de bande de la région ne manqueront pas de s'en souvenir.